



attac

Le Courriel d'information

n°252 – Mardi 19 Juillet 2001.

LA ROUTE DE GENES

Dans ce numéro

1- Genova – Invitation d'ATTAC Italie

ATTAC Italie nouvellement créé vous invite à participer aux différentes mobilisations qui se dérouleront à Gênes. Le Genoa Social Forum commence le 15 juillet. Des mobilisations de rue commenceront à partir du 19 jusqu'au 21.

2- Genova – Petite chronique

Voici un petit compte-rendu des choses vues et entendues à Gênes. L'ambiance y est excellente malgré de nombreuses tracasseries policières. L'accueil des manifestants commence à être organisé de manière satisfaisante. Un centre de convergence à la frontière italienne a même été mis en place afin d'aider et de faciliter le passage de tout le monde dans les meilleures conditions possibles.

3- Genova – 14 juillet

En route pour Gênes ou habitant la région, la coordination des organisations italiennes et françaises vous invitent à un pique-nique sur la frontière, à Menton, le 14 juillet à midi. Il s'agit non seulement de se retrouver toutes et tous de façon informelle, mais plus sérieusement d'affirmer nos droits.

4- Réforme de l'OMC

Cette analyse et ces propositions demandent, en particulier du point de vue des pays en voie de développement, que l'Organisation mondiale du commerce, tienne son rôle, mais uniquement son rôle sans empiéter dans d'autres domaines.

5- Nouvelle économie ou nouvelle idéologie ?

Cette idéologie laisse entendre que le marché financier serait devenu le lieu où se créerait la valeur que les actionnaires revendiquent. Mieux, par une sorte de réification, il serait le créateur même de la valeur par la seule vertu de mécanismes auto-référentiels : la bulle s'enfle parce que tous les spéculateurs croient qu'elle va enfler

6- Taxe Tobin par les parlementaires américains

Voici un petit tour du continent américain dont certains des parlementaires poussent pour la mise en place de la Taxe Tobin et afin que des discussions aient lieu à son propos.

Genova – Invitation d'ATTAC Italie

Par Iantorno Fiorino Pietro

1 .- Compte-rendu de la rencontre avec le gouvernement italien

Voici un bref résumé de la rencontre avec le chef de la police et du préfet de Gênes, rencontre pour laquelle j'étais mandaté pour Attac Italie. Il n'y aura aucune mesure d'empêchement pour arriver à Gênes. La venue de tous ceux qui le souhaitent est donc garantie. Cependant, aux frontières, le gouvernement procédera à des contrôles. Il est donc impératif que chacun soit en possession de ses papiers d'identité. Nous avons eu la garantie que les problèmes qui se sont produits à Vintimille (Nice) ne se reproduiront pas.

Les deux autoroutes menant à l'aéroport seront fermées. Les bus en provenance de France subiront des retards mais arriveront. Le port de Gênes sera fermé. Ceux qui arriveront par bateau devront descendre à Savona ou à la Spezia et prendre un bus ou un train.

En ce qui concerne les deux gares de Gênes (Principe et Brignole) : nous avons obtenu l'ouverture de la gare de Brignole. Tous les trains arriveront donc à cette gare. La gare de Principe est située dans la zone rouge et sera donc fermée. Il y aura certainement beaucoup de retards (routes et trains). Par conséquent, pour arriver en temps utile, prévoir de partir 4 ou 5 heures à l'avance par rapport à l'horaire prévu.



attac

En ce qui concerne la zone jaune (une zone qui comprend toute la ville et où il n'est pas possible de manifester), elle a été annulée à l'Est. Sa partie Ouest restera fermée car le gouvernement veut se garder une voie de sortie sûre pour le G8.

L'accueil : nous avons obtenu que dans la zone Marassi (stade), nous pourrions faire les forums. Nous n'aurons certainement pas le stade en lui-même, mais toute la zone qui l'entoure. Les autorités nous ont également concédé trois zones " vertes " assez grandes : Il Calvini, Il Gentile, Lo Scorbia. Nous avons aussi obtenu deux écoles (Martin Luther King, il Detoni). Nous avons également demandé une zone d'accueil à l'Ouest qui s'appelle Campi. Nous attendons une réponse du gouvernement.

Nous avons réaffirmé que les actions du GSF seront pacifiques et non-violentes, mais que l'objectif était et reste d'empêcher le déroulement du G8 : rien ne nous a été rétorqué. Nous retenons donc comme légitime l'encerclement de la zone rouge, et nous ne reconnaissons pas la zone jaune à l'Ouest. Nos actions se dérouleront à l'Est et à l'Ouest de cette zone jaune.

Enfin, le chef de la police nous a garanti que la police italienne n'utilisera pas d'armes à feu. A Göteborg, il y avait des policiers italiens qui ont désapprouvé l'attitude de la police suédoise, la jugeant irresponsable. Le chef de la police a dit que la police italienne n'est pas faite d'amateurs, que l'Italie est un pays démocratique, et qu'une Nation qui tire sur des manifestants n'est pas un pays civilisé. Il a aussi expliqué que les Carabiniers (armée) n'auront pas de Winchester.

2.- Compte-rendu de la réunion du Genova Social Forum

Le GSF a décidé de ne pas reconnaître quelque zone jaune que se soit. Les actions seront menées sans porter atteinte aux personnes, même en uniforme, et aux biens matériels. Ceci est une décision unanime du GSF.

Nous avons décidé de demander des emplacements dans la zone rouge pour nos manifestants, de façon à symboliquement confirmer que nous ne reconnaissons pas cette zone interdite.

Le GSF a rappelé que par le passé, il avait demandé l'annulation du Sommet, mais que ceci a été refusé. Il s'agit d'une décision politique du gouvernement. La réponse politique du GSF est

la confirmation de la tenue des trois manifestations du 19 au 21 juillet et le refus de la zone rouge. Sans violence, l'unique limite sera la légitime violence.

3.-Propositions d'Attac Italie

En ce qui concerne Attac Italie, nous avons une réunion le 7 juillet avec tous les comités locaux où nous déciderons quoi faire le 20 juillet, journée des actions directes. Nous proposerons aux comités de faire une action le 16 sur une banque de Gênes : nous accrocherons une banderole où il sera écrit " Boycottons la Banque mondiale ". Cette action, si elle est confirmée, se fera avec les camarades de la campagne italienne sur la Banque mondiale.

En ce qui concerne les actions directes, le directoire provisoire d'Attac Italie va proposer à ses comités des actions de " dérangement " dès la nuit du 19 juillet devant les hôtels où dormiront les délégués, les traducteurs, et les autres personnes nécessaires au déroulement du G8.

En revanche, le 20 juillet, nous voudrions faire une action sur le périmètre de la zone rouge, colorée, festive, avec une traversée virtuelle de cette zone rouge.(1) Le 21 juillet, jour de la grande manifestation unitaire, le cortège sera constitué de la sorte :

- Travailleurs en lutte (Mc Do, Lu...) - Femmes du tiers monde - Un carré avec un représentant de chaque organisation présente - Coalition "Dette" - Coalition européenne par pays - Globalize resistance - Attac - Les organisations italiennes

Concernant Attac, nous proposons que le cortège soit ouvert par Attac Tunisie et Attac Brésil, suivi des autres Attac, et fermé par Attac Italie.

Iantorno Fiorino Pietro
Pour ATTAC Italia

(1) Comme la terre est bloquée par les forces de police et par l'armée, comme nous ne sommes pas autorisés à faire valoir nos droits, en particulier notre droit de circuler et de nous exprimer librement, comme nous ne pourrions pas utiliser les moyens normaux que nous impose la nature, à savoir marcher sur le sol, pour nous exprimer et porter nos messages, nous utiliserons les airs. Nous entrerons dans la zone rouge grâce à des cerf-volants, des bulles de savons, des ballons, des mini-montgolfières,



attac

des avions en papier, etc. nous y entrerons par le son : trompettes, tambours, tam-tams, sirènes, cornes de brume, etc. Nous vous invitons à vous joindre à nous en y apportant votre poésie, votre message, vos machines volantes qu'elles soient silencieuses ou sonores. (bien entendu rien qui se jette ou qui puisse être assimilé à une arme)

Genova - Petite chronique

Par Laurent Jésover.

Les préparatifs d'organisation du Genoa Social Forum battent leur plein de réunions en rencontres, de coordinations en coups de téléphone. On se promène encore dans la zone rouge en attendant sa fermeture. Du reste la plupart des sièges d'organisations, ONG, syndicats, partis politiques se trouvent en zone rouge, comme des milliers d'habitants, des petits commerçants, enfin toute une vie, toute la vie de la vieille ville. A partir du 18 tout cela sera coupé du reste du monde, fermé, bloqué, ou presque : il restera encore bien la télévision ou les bruits de la rue.

Pour les téléphones et en particulier les portables c'est une autre histoire. Quelques mésaventures s'accumulent qui finissent par nous faire croire qu'il ne s'agit pas d'une succession de hasards. Arrivé en Italie avec d'autres personnes connues des services qui veulent bien nous connaître, nous nous sommes aperçus que si nos téléphones captaient bien le réseau italien, il était en revanche impossible de se connecter et de passer un appel. Nous sommes donc retournés en France pour vérifier la chose avec Itinériss (nouvellement Orange) : tout est normal nous dit-on fort aimablement. Nous rappelons une deuxième fois pour vérifier avec une autre personne : oui, tout est normal. De retour en Italie, les téléphones sont de nouveau inutilisables.

Petites tracasseries. Elles se multiplient. Nous n'en sommes bien évidemment pas les uniques victimes. La police est omniprésente en uniforme ou en civil, autour des lieux de réunions ou derrière nos pas dans la ville. Rien de bien méchant, mais visiblement on a décidé de devenir facétieux (une amie ne peut plus appeler son ami à partir de son portable, repérés tous deux : le numéro ne passe jamais. Elle utilise donc d'autres téléphones). Il n'y a pas de véritable nervosité dans l'air, mais sans doute a-t-on décidé de faire succéder les atermoiements aux contradictions, les tracasseries aux taquineries.

Cela n'empêche personne de s'organiser et de travailler. Il ne se passe pas une journée sans une mobilisation pour dénoncer calmement mais fermement l'omniprésence de la police par exemple ou le fait que la zone rouge est anti-constitutionnelle. Dans toute l'Italie des mobilisations se succèdent comme à Bologne où une semaine contre le G8 vient d'avoir lieu, d'information et de débats, comme à Naples où l'European Vision (ce bateau que nous avions rebaptisé Taxe Tobin Vision à son départ de St Nazaire) a été l'occasion de protester, comme à Rome où des manifestations ont accueilli la réunion des Ministres des finances du G7. A Gênes c'est aussi le Cardinal Tettamanzi, évêque de la ville, qui prend position contre le G8, en faveur de l'annulation de la dette et pour le Genoa Social Forum.

Le Forum, cette coordination de plusieurs centaines d'organisations, a trouvé les endroits où se dérouleront à partir du 15 juillet les différents débats. Un centre de convergence sera aussi mis en place. (attention : les emplacements de ces deux lieux viennent de bouger : ils sont descendus vers la mer). Les changements sur les cartes en ligne auront lieu très rapidement, d'ici à demain. Mais l'organisation de l'accueil des manifestants aura lieu aussi en France.

Un centre de convergence est en train d'être mis sur pied avant la frontière italienne de Menton-Vintimille, sur l'autoroute, juste après le dernier péage français que vous trouverez facilement une fois passée la ville de Nice : l'aire d'autoroute Beausoleil.

Grâce au travail de groupes italiens à Imperia et français à Nice, nous serons en mesure d'accueillir tous les bus et toutes les voitures qui souhaitent atteindre Gênes et passer la frontière dans de bonnes conditions. Sur cette aire d'autoroute « Beausoleil » nous vous fournirons des informations sur l'état des différentes frontières, sur celle que vous allez passer plus particulièrement, des plans de Gênes avec un petit guide pour vous aider à vous retrouver et à agir dans ce nouvel environnement, des informations sur votre hébergement et sur ce qui est organisé.

Ce centre de convergence ouvrira le 18 juillet au moment où le gouvernement italien mettra en place des contrôles. La frontière ne sera pas bloquée mais on peut imaginer facilement que les tracasseries administratives et les fouilles seront tatillonnes. Nous ferons donc notre



attac

possible pour que tout le monde passe et arrive à Gênes et pour que tout ceci se déroule calmement et au mieux de nos intérêts qui sont d'aller manifester et participer aux mobilisations à Gênes. Du reste des avocats italiens seront présents en plus de militants afin que les négociations éventuelles se déroulent dans les meilleures conditions et dans le respect de la loi. Le poste frontière à cet endroit a en effet la particularité d'être en territoire italien, la frontière (la ligne) se trouve, elle, au milieu d'un tunnel.

L'ambiance générale est donc excellente malgré les petites tracasseries policières. L'organisation en particulier de l'accueil des manifestants se met en place de façon satisfaisante.

Laurent Jésover. Rédacteur journal@attac.org

Genova - 14 juillet

RASSEMBLEMENT FRANCAIS-ITALIEN SUR LA FRONTIERE MENTON LE 14 JUILLET 2001 à partir de midi

LIBERTE de circuler
EGALITE des droits
FRATERNITE mondiale

Objectifs :

- Affirmer notre droit de manifestation et de circulation.
- Echanges d'infos, liens directs et d'amitié, affiner les coordinations
- Envisager les modalités concrètes du passage de la frontière.
- Médiatisation à quelques jours de la convergence vers Genova,

Le gouvernement Berlusconi annonce l'application de l'article 2.2 de Schengen déjà mise en oeuvre par le gouvernement Jospin qui permet aux états européens de nous bloquer aux frontières et nous interdire de manifester.

- Le 2 juin 2001, jour de la fête de la République italienne une première rencontre française et italienne avait eu lieu sur les lieux même de la frontière pour exiger nos droits de manifester et de circuler.

- Le 14 juillet, à quelques jours de la convergence de milliers de manifestants, nous voulons affirmer notre intention d'exercer effectivement ces droits.

Nous invitons chacun à préparer, à relayer, et à participer à un pique nique de la liberté.

Réforme de l'OMC

Par Martin Khor

Extrait d'un article

Les pays développés se sont mis en ordre de bataille pour le lancement d'un Nouveau Round à l'OMC. Leur but est que de nouveaux accords permettent à leurs sociétés de mieux pénétrer les pays en voie de développement (PVD). Pour ceux-ci, ces accords peuvent menacer la capacité de leurs gouvernements à élaborer des politiques de développement et pour leurs entreprises, la capacité d'y survivre ou de prospérer.

Les pays développés veulent ajouter des sujets de discussion non commerciaux afin de pouvoir faire usage du système obligatoire et contraignant de l'OMC, notamment en poursuivant ceux qui enfreignent ses règles devant son système de règlement des différends et en les sanctionnant.

Ainsi les pays développés pourront obliger les PVD à suivre les politiques qu'ils désirent. Ceux-ci peuvent y perdre une grande partie de leur souveraineté sur les plans économique, social, financier ou politique.

Pendant l'Uruguay Round les pays développés avaient déjà incorporé de nouveaux sujets de discussion au système purement commercial : propriété intellectuelle, services et investissements

Un conseiller du directeur général du GATT a pu écrire récemment dans le Financial Times que, n'étant pas du domaine commercial, l'accord sur la propriété intellectuelle avait été une erreur; cela avait fait de l'OMC une agence de perception de royalties au détriment des PVD. (Prof. Jagdish Bhagwati)

L'introduction des investissements, de la concurrence et des marchés publics comme sujets à négocier à l'OMC amènera graduellement les gouvernements de ces pays à réduire leur capacité à légiférer sur les entreprises étrangères et à donner la préférence à leurs nationaux.

Les normes sociales et environnementales pourraient préparer le terrain à de nouvelles formes de protectionnisme contre les PVD, en élevant leur niveau.



attac

Tous ces sujets représentent l'essence même de ce que les pays développés qualifient de "Nouveau Round cohérent". Ils donnent ainsi l'impression erronée que, sans ces sujets, l'OMC n'a rien d'autre à discuter. Ce qui est faux lorsqu'on sait que son agenda est déjà bien rempli, même sans eux :

- Résolution des problèmes pour l'application effective des accords déjà existants (sur lequel insistent beaucoup les PVD)
- Passage en revue des accords (sur les investissements et la propriété intellectuelle)
- Procédure du passage en revue des politiques commerciales et des affaires de règlement des différends.

Quelles sont les raisons pour lesquelles ne devraient pas être incorporés de nouveaux sujets ?

Les introduire détournera l'attention des autres travaux déjà inscrits sur l'agenda de l'OMC. Les PVD n'ont ni les ressources financières ni humaines pour traiter à la fois des nouveaux sujets et des autres déjà engagés.

L'OMC est une organisation commerciale multilatérale qui fait et applique les règlements y afférant. Elle doit s'attacher à respecter son mandat qui est de ne traiter que de matières commerciales.

Les principes et codes créés pour en traiter peuvent ne pas convenir lorsqu'appliqués à des matières non commerciales.

Ces sujets non commerciaux ne sont pas la propriété de l'OMC. S'ils faut en discuter sur le plan international, d'autres assemblées semblent plus appropriées pour cela.

C'est pourquoi l'OMC devrait s'en tenir strictement à sa vocation principale qui est de traiter des relations commerciales internationales. Elle a une place légitime à tenir à l'intérieur d'un système de règles commerciales multilatérales.

Pour beaucoup, OMC égale "système commercial multilatéral", ce qui est déformer la réalité.

Il y a des sujets importants dans le commerce mondial qui concernent très peu l'OMC, tels que la faiblesse des prix des matières premières et des termes de l'échange.

En revanche, elle s'est beaucoup impliquée dans des sujets intéressant les politiques nationales, comme les lois sur la propriété intellectuelle, les

politiques nationales sur l'investissement ou les subventions.

Le GATT puis l'OMC ont développé des principes commerciaux (non-discrimination, Nation la Plus Favorisée, Traitement National) dérivés du contexte d'échange de marchandises. Il n'est pas du tout sûr que l'application de ces principes à des sujets en dehors du domaine commercial conduirait aux mêmes avantages. Elle pourrait au contraire en affecter l'OMC et son système multilatéral.

Il est donc impératif de repenser de façon fondamentale le mandat et le cadre de son intervention

En premier lieu, ce qui n'est pas commercial ne devrait pas être incorporé à l'OMC pour y être régulé. Ensuite, il faut revoir les sujets traités par l'OMC pour déterminer si c'est le lieu approprié pour en traiter.

L'OMC, dans le cadre traditionnel du commerce des marchandises, devrait réorienter ses objectifs primordiaux vers le développement, jouant ainsi mieux son rôle de lieu d'élaboration et d'application de règles commerciales équilibrées.

Ainsi reformé, l'OMC pourrait être considérée comme un acteur essentiel du système commercial international, en coopération avec d'autres organisations. Les autres sujets critiques qui devraient être traités par d'autres organisations concernent :

- Assistance aux PVD pour développer leur capacité de production, leur marketing, la distribution.
- Contrôle et stabilisation du marché des matières premières des PVD
- Se confronter au problème des pratiques commerciales des transnationales réduisant les possibilités des PME à produire et à commercer.
- Traiter le problème de la faiblesse des prix des matières premières et des termes de l'échange des PVD.

Tous ces sujets peuvent être traités au niveau des différentes agences des Nations-Unies et particulièrement d'une CNUCED revigorée.

Réforme de l'OMC

Par Jean Marie Harribey

La " nouvelle économie " est née. Elle s'appelle l'économie.net. Elle tombe à pic. Les dégâts sociaux et écologiques du capitalisme de plus en



attac

plus libéralisé sont tels qu'il était temps d'accréditer l'idée d'un avenir vraiment radieux. Et voici, pêle-mêle : une révolution informationnelle est en marche, bouleversant les processus productifs au point de promouvoir une production ne nécessitant plus d'avoir recours à la transformation de la matière, la productivité va faire un bond, les richesses vont foisonner grâce à des secteurs nouveaux où les start-up créeront de la valeur à partir de rien, surtout sans travail devenu inutile. Et, bouquet final : le capital a devant lui un espace infini d'accroissement dans lequel tout le monde est invité à prendre sa part via la Bourse ; la lutte des classes est bel et bien morte et enterrée.

" Nouvelle économie ", où es-tu ?

Que faut-il penser de cette suite d'énoncés sans preuves, dont le succès est patent mais dont la vacuité peut être aisément démontrée. Primo, la production ne se détache que partiellement de la matière car, pour échanger des informations et faire de la " communication ", il faut des ordinateurs, des réseaux électriques et téléphoniques, des câbles sous-marins, des satellites, des fusées, des usines, des bureaux, de l'énergie, etc., et des cerveaux et des bras pour faire fonctionner le tout. Deuxio, les gains de productivité s'accroissent au-delà de la moyenne uniquement dans le secteur produisant les supports matériels de l'information : ordinateurs et logiciels. Les autres secteurs, utilisateurs de ces supports, notamment dans le tertiaire, n'enregistrent encore que des gains de productivité modestes. Globalement, la productivité augmente moins vite que dans la période d'après-guerre. Tertio, faire du commerce via Internet plutôt que par minitel ou par correspondance ou dans un supermarché n'accroît pas la quantité de richesses disponibles et cela ne supprime en rien la matérialité du transport des marchandises jusqu'au consommateur, avec le cortège de camions sur les routes et les naufrages de pétroliers-épaves en prime. Quarto, les nouveaux services d'échange d'information ne coûtent pratiquement rien et ils ont donc une valeur nulle ou qui tendra vers zéro ; les capitalistes l'ont tellement compris que la bagarre a éclaté entre eux pour concentrer encore davantage toutes les activités de manière à être en situation de capter la valeur qui continuera d'être créée par le seul travail vivant. Le cours boursier des start-up est du vent, de la fiction totale, qui d'ailleurs s'effiloche de jour en jour.

Quant à la croyance que chacun peut s'enrichir à la Bourse, elle fait partie de ces fables qui

enthousiasment et anesthésient le peuple aussi facilement qu'une finale de football : si le monde entier est devenu capitaliste, tout le monde ne peut pas être un capitaliste. Parce qu'une valeur doit être produite par certains avant d'être appropriée par d'autres, et parce que tous ne peuvent simultanément voir leur revenu individuel augmenter d'un taux supérieur au taux d'accroissement du revenu global.

Le discours sur la " nouvelle économie " recouvre donc deux choses à la fois. D'abord, une réalité incontestable : l'évolution des techniques entraîne une transformation des manières de produire à travers le renouvellement complet des équipements, une mutation des objets et des services produits et un bouleversement des rapports de forces dans la société. Ensuite, un mythe, voire une mystification : le monde entrerait dans l'au-delà de la nécessité et de la rareté grâce aux vertus d'un capitalisme désormais promis à l'éternité. Ce mythe est largement diffusé par la théorie libérale-néoclassique qui domine l'enseignement de l'économie. Mais il trouve également un écho dans un courant qui se revendique de l'hétérodoxie et qui prétend justifier l'abandon simultané des fondements de l'économie politique et des fondements de la critique de celle-ci, telle que l'avait formulée Marx. Regardons-y de plus près.

Quelle critique de l'économie politique ?

L'économie politique naquit à la fin du XVIII^e siècle au moment où la révolution des rapports sociaux permit à la bourgeoisie montante de prolétarianiser une fraction croissante des populations rurales en déshérence pour impulser la dynamique de l'accumulation du capital par le biais du développement industriel. Les fondateurs de l'économie politique que l'on appelle classique, au premier rang desquels figure Adam Smith, crurent découvrir alors des lois universelles et intemporelles gouvernant la production et l'échange de richesses : la propriété privée est un droit naturel, les hommes ont une propension à l'échange, leurs intérêts individuels coïncident avec l'intérêt général et le contrat marchand fonde la société. Ils se trompaient car, comme le leur montra un peu plus tard Marx, les lois qu'ils mettaient au jour n'étaient pas naturelles mais sociales et historiques ; en fait, ce ne sont que les lois de l'économie capitaliste : par exemple, la tendance à accumuler le capital qui dégénère périodiquement en crise de surproduction, et la lutte pour la répartition du produit du travail qui oriente le sens de l'évolution de la société.



attac

Cependant, en dépit de leur erreur épistémologique, les classiques eurent le mérite de mettre au centre de l'économie politique le problème de la richesse et de la valeur. En partant d'une idée jadis exprimée par Aristote : les marchandises possèdent une valeur d'usage, par l'utilité qu'elles procurent à leurs utilisateurs, et une valeur d'échange dont le fondement est la quantité de travail nécessaire à leur production. Grâce à cette distinction, ils établissaient l'irréductibilité de la richesse à la valeur : la lumière du soleil, l'air, les services publics et les services rendus dans un cadre domestique ou associatif, constituent des richesses, des valeurs d'usage, sans pour autant avoir de valeur marchande. Certes, ils voyaient cette dernière, que l'on n'allait pas tarder à identifier à " la valeur ", comme une propriété immanente du travail concret effectué par le menuisier faisant un meuble ou par le tisserand filant du drap. Marx leur rétorquera justement que la valeur d'échange d'une marchandise ne dépend pas du travail de celui qui l'a produite mais des conditions techniques moyennes de production dans la société et de la rémunération moyenne du capital qu'exigent les capitalistes. Sur le marché capitaliste ne s'échangent donc pas directement des travaux particuliers mais du travail rendu abstrait, c'est-à-dire débarrassé de ses caractéristiques concrètes, pour ne se présenter que sous forme de valeur venant grossir le capital. Ainsi, la possibilité de la critique de l'économie politique était contenue en elle ; c'est ce qui fait toute sa force et cela suffit à justifier que l'on continue de l'étudier aujourd'hui. La théorie de l'exploitation du travail et donc sa critique radicale et définitive grâce au concept de plus-value de Marx est issue de l'économie politique, tout en constituant le noyau de la critique de cette dernière et, au-delà, de celle du capitalisme. En faisant des rapports sociaux le pivot de l'analyse du capitalisme, Marx sortit l'économie politique de son économisme et de son naturalisme.

Or, aujourd'hui, certains esprits développent une " critique " qui prétend à la fois dépasser l'économie politique et... sa critique. Quelle est leur thèse ? Les nouvelles techniques introduiraient un nouveau paradigme, c'est-à-dire une révolution conceptuelle qui obligerait à abandonner toutes les catégories que nous utilisons pour analyser le capitalisme. Ainsi, le travail cesserait d'être le centre où se nouent les rapports sociaux capitalistes. Les plus osés allaient jusqu'à dire encore récemment que le travail était en voie de disparition et tous affirment qu'il ne peut plus constituer la

substance de la valeur, que la valeur ne peut donc être la forme du travail abstrait, et par conséquent que la quantité de travail ne peut plus en être la mesure. Cela résulterait du passage d'une économie produisant de la matière à partir de la matière et du travail à une économie produisant de l'information à partir de l'information et des connaissances. Dans une telle économie, compteraient les multiples externalités positives qui naîtraient de la mise en réseau et qui constitueraient le nouveau cœur de la création de valeur. Enfin, les classes sociales disparaîtraient puisque la financiarisation de l'économie permettrait à tous d'accéder au bien-être.

La thèse de la fin du travail et du salariat comme réalité objective actuelle a été réfutée ailleurs . Bornons-nous ici à rappeler que l'augmentation de la productivité du travail qui résulte conjointement de l'amélioration des connaissances et du savoir-faire, du perfectionnement des techniques et de la mise en réseau des systèmes productifs et d'échange, n'infirmes pas la théorie de la valeur-travail mais la confirme : au fur et à mesure que la productivité augmente, la valeur des marchandises diminue. Quand bien même le travail requis serait entièrement intellectuel, il n'en serait pas moins du travail, et quand bien même le travail nécessaire à la production diminuerait inexorablement jusqu'à disparition complète, cette théorie serait confirmée puisque la valeur d'échange tendrait vers zéro. Ce que ne comprennent ni les économistes libéraux actuels ni leurs faux critiques, c'est que plus la richesse produite augmente en termes physiques, c'est-à-dire en termes de valeurs d'usage, plus la valeur d'échange diminue. Pourquoi entrevoit-on la possibilité d'accéder aux logiciels gratuitement ? Parce qu'ils ne valent rien ou presque, ne nécessitant que peu ou pas de travail, ou plus exactement parce que leur conception - véritable travail immense - est amortie sur un très grand nombre de duplications qui, elles, ne coûtent qu'un travail infime.

Mais, comme l'ensemble de la production ne relève pas - on en est sans doute très éloigné - de l'automatisation complète et donc de l'abondance et de la gratuité, la lutte continue pour l'appropriation de la valeur créée par le travail, celui-ci étant loin d'avoir disparu dans le monde. D'abord, la guerre que mènent les détenteurs de capitaux contre l'emploi, les salaires et les conditions de travail bat son plein. En France, de 1988 à 1998, la productivité du travail a augmenté de 26% et le pouvoir d'achat



attac

des salaires nets de 1,6% ; où est passée la différence sinon en profits ? Ensuite, les concentrations d'entreprises par fusions ou absorptions se multiplient : leurs instigateurs entendent se positionner à la meilleure place pour capter le plus de valeur possible par le biais de prix de monopole bien au-dessus de la valeur des produits ou tout simplement par le biais de la spéculation sur les plus-values futures.

L'apparence est donc trompeuse : on croit voir poindre de nouveaux secteurs économiques à l'origine d'une source miraculeuse de valeur ajoutée potentiellement infinie. Il n'en est rien : avant même de jaillir, cette source est tarie si elle ne contient en elle aucun travail. Elle ne produira de la valeur que pour autant qu'elle nécessitera du travail. En revanche, si cette production ne requiert que peu de travail et correspond à des besoins, la richesse produite sera proportionnelle à la productivité élevée, tout en n'ayant qu'une valeur faible mais... vendue à un prix démesuré. Tel est le paradoxe, faible valeur et prix élevé par captation de valeur, dont la levée démystifie la " nouvelle économie ".

" Nouvelle économie ", bas les masques !

La " nouvelle économie " représente une modification de l'organisation des rapports de forces entre capitalistes pour permettre à ceux qui sont implantés dans des secteurs très capitalistiques de s'approprier la meilleure part de la valeur ajoutée dans le monde. La financiarisation de l'économie joue un rôle majeur dans le dénouement de ces rapports de forces. Quand l'action Michelin monte de 12% dès l'annonce de 7500 suppressions d'emplois, les actionnaires anticipent une amélioration du rapport de forces en leur faveur face aux salariés et donc une exploitation du travail supérieure. Quand les financiers se précipitent sur des start-up qui n'ont encore rien créé, qui ne produiront peut-être jamais ni valeur ni richesse, ils parient sur leur capacité à capter ultérieurement la valeur créée ailleurs. S'ils ont le moindre doute à ce sujet, ils désertent, et la vacuité de l'idéologie de la " nouvelle économie " apparaît au grand jour.

Cette idéologie laisse entendre que le marché financier serait devenu le lieu où se créerait la valeur que les actionnaires revendiquent. Mieux, par une sorte de réification, il serait le créateur même de la valeur par la seule vertu de mécanismes auto-référentiels : la bulle s'enfle parce que tous les spéculateurs croient qu'elle va enfler . Or la bulle n'est rien, sinon le signe

de l'accentuation générale de l'exploitation de la force de travail que le système bancaire cautionne par la couverture du risque qu'il assure aux spéculateurs : ainsi, une inflation portant sur les titres financiers s'est substituée à celle portant sur les biens, démontrant que le taux de chômage que les libéraux considèrent comme naturel est celui qui laisse le rapport de forces inchangé entre le capital et le travail.

Cette idéologie enfin est le masque de la " refondation sociale ", véritable entreprise de démolition sociale faite de précarité et de flexibilité dont on peut se demander pourquoi elle semble aussi importante pour un patronat entrant dans l'ère de la si prometteuse " nouvelle économie " : que vaut un discours ne cessant de clamer d'un côté que le travail n'est plus ce qu'il était, c'est-à-dire productif de valeur, et de l'autre qu'il ne faut à aucun prix accorder aux travailleurs une réduction de la durée de leur travail au fur et à mesure que leur productivité progresse, au prétexte qu'on manquerait de... main d'œuvre ? Il n'y a pas, comme certains affectent de le croire, de nouveau mode de production de la valeur et du profit, deux phénomènes qui sont les impensés de la théorie néoclassique et de ses fausses critiques. La seule nouveauté consiste en un approfondissement de la coupure entre travailleurs hyper qualifiés et travailleurs jetables, qui signifie non pas une disparition du prolétariat mais une reproductivité dont l'un des symptômes est que l'ordinateur et le téléphone portable permettent de happer le temps de tous jusque dans la sphère la plus intime.

La fiction de la création de valeur et de la richesse par le biais d'une finance conquérante est une nouvelle figure de ce que Marx appelait le fétichisme du capital qui tente de faire passer le fictif ou le virtuel pour le réel. Or, derrière la façade du virtuel se cache toujours la réalité de l'exploitation. Pendant plus d'un siècle, la question sociale fut posée en termes de propriété des moyens de production que la nation devait récupérer. Aujourd'hui, si la " nationalisation " apparaît comme une solution désuète, cela ne vaut pas quitus pour l'extension des privatisations, et surtout pas pour la privatisation des services publics, du savoir et du vivant. Au contraire des moyens de production traditionnels, le savoir s'approfondit quand il est partagé et il s'étiole quand il est monopolisé. Tout plaide donc pour repenser les questions de la répartition collective des gains de productivité et de la propriété des biens communs de l'humanité, c'est-à-dire, in fine,



attac

des rapports sociaux. A ce moment-là, on pourra véritablement parler de nouvelle économie, sans guillemets.

Jean-Marie Harribey
Première publication : Le Passant Ordinaire, n° 32

Taxe Tobin par les parlements

Par Appel mondial des parlementaires

1- Uruguay : la taxe Tobin au programme du Parlement

Le sénateur José Korzeniak, en collaboration avec ATTAC Uruguay, a présenté, à la fin du mois du mai 2001, un projet de loi afin que « l'État uruguayen propose, à tous les niveaux de relation internationale – bilatérales, sub-régionales, régionales, au niveau du continent et mondiales – l'application d'une taxe sur les transactions financières spéculatives entre 0.1% et 1% (connue sous le nom de taxe Tobin). »

Dans son exposé des motifs, José Korzeniak estime que la taxe Tobin pourrait rapporter « entre 50 et 300 milliards de dollar par an ». Il rappelle la mobilisation internationale existante sur cette thématique qui a été suscitées par des ONG, et les initiatives parlementaires dans différents pays « comme les USA, la France, la Finlande, l'Espagne, l'Argentine, entre autres ».

Le second article du projet de loi propose que soit décidé, conjointement au niveau international, la création d'un Organisme au sein du Conseil Economique et Social des Nations Unies. Celui-ci serait chargé de l'administration de cette taxe et verserait les fonds récoltés aux pays en voie de développement, avec trois objectifs principaux : le combat contre la pauvreté; le développement économique; et l'annulation de la dette extérieure. Cet organisme aurait un échelon de représentation au niveau régional et ses membres n'auraient pas de pouvoir de veto.

2- Les parlementaires argentins s'organisent pour réussir à instaurer une taxe de type « Tobin »

Le 6 Juin 2001 s'est tenue au Parlement Argentin une réunion de parlementaires durant laquelle a été présenté un nouveau projet de résolution sur la taxe Tobin. Un projet similaire a également été présenté au Sénat. Une réunion de l'ensemble des députés et des sénateurs signataires, ouverte à la presse, est programmée pour le 5 juillet. A cette occasion, les parlementaires ont prévus de rejoindre ensemble l'Appel mondial des parlementaires pour la taxe Tobin.

Au cours d'un récent passage en Europe, le Professeur Mario Rapoport, fondateur d'ATTAC Argentine, a notamment établi des liens avec la coordination ATTAC de l'Assemblée nationale française et l'intergroupe du Parlement européen afin de préparer des initiatives futures en commun et de renforcer la participation des parlementaires de leurs assemblées respectives au réseau des parlementaires issu du Premier Forum Social Mondial de Porto Alegre.

3- Nouvelle résolution sur la taxe Tobin bientôt déposée aux Etats-Unis

Une nouvelle résolution demandant l'instauration d'une taxe sur les transactions financières internationales sera déposée à la Chambre des Représentants des Etats-Unis par le Congressman Peter DeFazio. Ce texte demande, à côté de la mise en place d'une taxe de type Tobin :

- La promotion de cette taxe par les Etats-Unis auprès de la Banque Mondiale, du FMI et des organisations internationales en incluant l'OCDE, le G8 et le G20

- Une réforme globale des institutions financières internationales.

Le dépôt de cette résolution devrait intervenir dans les prochaines semaines.

Vous pouvez consulter les texte des résolutions sur le site de l'Appel mondial des parlementaires pour la taxe Tobin : <http://tobintaxcall.free.fr>